



Section Gironde

TOUS EN GREVE LE 14 ET LE 19 MARS

Sans réaction collective d'ampleur voilà ce qui nous attend :

En tant qu'agent de la DGFIP, je suis concerné:

(note interne DG du 10/12/2018 projet « bâtir un nouveau réseau »)

- fermetures des trésoreries et mise en place en nombre limité de quelques « back office » SPL
- mise en place d'agences comptables avec détachement d'office des personnels vers les collectivités
 - regroupement des trésoreries hospitalières
 - réduction du nombre de SIP, de SIE et de SPF
- délocalisations potentielles de services vers les zones rurales (SIE, SPF, PCR, PCE, CDIF...)
- accueil sur rendez-vous dans des « points de contact » sur tout le département, permanences, dispositifs mobiles...
- incertitude sur le devenir du recouvrement forcé (en perspective : création d'une agence du recouvrement)
- suppression d'au moins 13 % des effectifs DGFIP, soit 14000 emplois

FO-DGFIP revendique le retrait de ce projet, l'arrêt des réorganisations et des suppressions d'emplois et l'augmentation du régime indemnitaire.

En tant que fonctionnaire je suis concerné:

(projet de loi de réforme de la fonction publique et réforme des retraites)

- recrutement de contractuels (et prise en compte de leurs résultats professionnels dans leur rémunération)
- création d'un contrat de mission (CDD d'une durée maximale de 6 ans)
- prise en compte des « mérites individuels » pour l'avancement et la promotion
 - mobilité entre les 3 versants de la fonction publique
 - création d'un dispositif de rupture conventionnelle
- mise à disposition auprès d'organismes ou d'entreprises privées
 - indemnité de départ volontaire

- détachement d'office pour les agents touchés par une externalisation de leurs missions
- suppression des CHSCT et suppression des CAP de gestion des carrières (mutations, évaluation, avancement...) et maintien de seules CAP de recours
- suppressions de 120000 postes de fonctionnaires dont 50000 dans la fonction publique d'État
- mise en œuvre d'un régime de retraite universel par points qui aura pour effet un nouveau recul de l'âge de départ et une diminution du montant des pensions

FO Fonction Publique revendique le retrait de ce projet de loi, le maintien des statuts et du code des pensions, l'arrêt des suppressions d'emplois, des fermetures de services et des réformes et le dégel et l'augmentation du point d'indice.

Le gouvernement met en œuvre une politique ultralibérale. Celle-ci multiplie les attaques contre les salariés, qu'ils soient du secteur privé ou du secteur public.

Force Ouvrière revendique l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minimas sociaux, la mise en œuvre d'une « prime transport », l'abandon immédiat de toute fermeture de service public, une réforme fiscale pour un impôt véritablement progressif, le renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale, l'arrêt des aides et allègements de cotisations sociales non productives d'emplois, le maintien d'une sécurité sociale collective et solidaire et le retrait du projet de mise en œuvre du régime universel de retraite par points.

La coupe est pleine, ça suffit !

FO-DGFIP33 s'inscrit pleinement dans les appels des organisations syndicales de la DGFIP, FO, CGT et Solidaires et des confédérations syndicales Force-Ouvrière, CGT et Solidaires et appellent les agents de la DRFIP Gironde à se mettre en grève à la DGFIP le 14 mars et avec les fédérations de fonctionnaires et les salariés du privé le 19 mars, pour obtenir satisfaction sur les revendications.

